

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Discours
du
professeur Federico Mayor

Directeur général
de
l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

à l'occasion de la visite à Saint-Jacques-de-Compostelle

L'UNESCO et la culture de paix

Saint-Jacques-de-Compostelle, Espagne, 10 mai 1999

Mesdames et Messieurs,

Avant d'aborder le sujet qui nous réunit cet après-midi - L'UNESCO et la culture de paix - permettez-moi d'exprimer ma profonde satisfaction de me retrouver dans cette accueillante ville de Saint-Jacques-de-Compostelle, où j'ai le privilège d'avoir de très bons amis que je ne vois pas aussi souvent que je le désirerais.

Je dois dire que les sentiments que j'éprouve pour ce pays ont été toujours payés de retour. A chacune de mes visites, la Galice m'a offert sa chaleureuse hospitalité, et le souvenir de ses habitants, dignes, réservés et laborieux, m'accompagne dans mes multiples déplacements de par le monde. En effet, ce "finisterre", ce carrefour de routes maritimes et de routes de pèlerinage, a répandu sa sève dans le monde entier, où l'intégrité et la fidélité de ses enfants sont devenues proverbiales. Tout Espagnol en terre américaine est "gallego" - par antonomasie. De sorte que moi, qui suis catalan d'origine et andalou d'adoption, je suis aussi un peu "gallego" quand je traverse l'Atlantique.

J'ai une dette de reconnaissance particulière envers la ville de Saint-Jacques, qui m'a fait en 1993 docteur *honoris causa* de son Université, et m'a donné beaucoup d'occasions d'exposer publiquement les principes de l'UNESCO et le travail que je mène à la tête de cette Organisation.

J'ai la ferme conviction, comme je l'ai dit il y a cinq ans devant les membres de l'Académie royale des sciences de Galice, que "la Galice est une pièce essentielle de cette mosaïque appelée Espagne, qui doit à sa fantastique diversité - et par conséquent à sa conscience et à sa recherche permanentes de l'articulation de ses composantes, à sa volonté résolue et chaque jour renouvelée d'interaction - sa richesse d'invention et son droit de figurer dignement sur la scène d'un monde qui aujourd'hui est un ou n'est pas".

On demandait au commandant de l'un des premiers vols de la navette spatiale Discovery : "que voit-on depuis l'espace ?", et il répondit : "il y a une chose qu'on ne voit pas, ce sont les frontières". Ne l'oublions pas. Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité, comme le proclame l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Dans un monde terriblement unifié par le progrès scientifique et la soif prométhéenne de la conscience humaine, nous nous heurtons aujourd'hui à de nouveaux défis et à des tendances redoutables, qui mettent en danger la survie de l'espèce. Les transformations survenues au cours de la dernière décennie, depuis que la chute du mur de Berlin a annoncé la fin de la guerre froide, ont donné un nouveau relief et plus grande virulence à d'anciens contentieux qui se dissimulaient dans l'ombre de la confrontation Est-Ouest.

Si la période historique qui s'achève comporte une leçon, c'est l'échec fracassant de la violence comme instrument de transformation sociale. Nous l'avons vu dans le Caucase, en Amérique centrale et en Afrique ; nous le voyons aujourd'hui, chaque jour, en Yougoslavie, où la guerre n'a réussi qu'à rendre pire la situation de tous - les Serbes, les Albano-Kosovars ou leurs voisins - sans qu'on puisse entrevoir, même au loin, une solution juste au conflit, en-dehors du cadre dont il n'aurait jamais dû sortir : les Nations Unies. En 1993, à l'issue d'un important symposium consacré au droit à l'aide humanitaire, l'UNESCO a recommandé que le Conseil de sécurité des Nations Unies décide l'interposition des Casques bleus dans les cas suivants : violation flagrante des droits de l'homme (c'était le cas du Cambodge de Pol-Pot ou du Rwanda) ou carence manifeste de gouvernement (le meilleur exemple en est la Somalie). Toute action de cette nature, aussi justifiée qu'elle soit, doit être menée dans le cadre des Nations Unies. Ce n'est pas ce qui a été fait au Kosovo et il faut rectifier. L'ONU doit être renforcée et non affaiblie. Mais on ne peut accepter l'incohérence que représenterait l'exercice de la démocratie à l'échelon national et de l'oligarchie à l'échelon international. Ceux qui se plaisent maintenant à citer Clausewitz pour nous rappeler que *"la guerre n'est pas seulement un acte politique, mais un véritable instrument de la politique, une poursuite des relations politiques et une réalisation de ses cibles par d'autres moyens"*¹ oublient que les moyens ne peuvent être qualitativement différents des buts qu'ils se proposent. L'adage romain selon lequel *"si vis pacem, para bellum"* - si tu recherches la paix, prépare la guerre - n'est plus valable à notre époque. Les conflits d'aujourd'hui n'admettent pas la solution facile des bombes et des blindés. Il faudrait dire maintenant : "si tu veux la paix, construis-la".

Mesdames et Messieurs,

Toute violence doit susciter la réprobation. La faim est une forme de violence, ainsi que l'exclusion, ou insulter une culture... Aucune d'entre elles ne se justifie. Mais il en est une, celle qui arrache la vie, celle qui fait taire à tout jamais la voix qui devrait pouvoir être entendue, celle qui élimine d'un coup meurtrier l'idée et le vers qui pourraient naître et devenir des ponts et des liens de compréhension et d'harmonie, à laquelle nous devrions désormais nous opposer tous, sans exceptions ni circonstances atténuantes. Nous ne devons pas permettre qu'il y ait plus de morts à pleurer, mais faire en sorte qu'il y ait des vies à encourager, appuyer, stimuler, et réussir, à force de ténacité et de courage, à obtenir par la parole ce qu'on n'aurait certainement pas pu obtenir en versant le sang.

Il faut insister sur le fait que les conflits ethniques et idéologiques que nous connaissons actuellement ne sont pas le fruit de la liberté retrouvée, mais le produit des longues décennies d'incurie et d'oppression qu'ont vécues ces peuples. Dans d'autres pays où l'on connaît la liberté depuis de nombreuses années, il existe aussi des difficultés et des problèmes, mais la vie interculturelle et la cohabitation s'écoulent tout à fait normalement et sont considérées comme une source de richesse et non comme un motif de confrontation. Nous ne devons pas aspirer à éliminer les conflits - qui existeront toujours - mais tenter de trouver des formules susceptibles de faciliter une solution pacifique et d'éviter la violence. Nous possédons les ressources et la lucidité suffisantes pour le faire, et nous ne renoncerons jamais à l'enracinement éthique de nos valeurs contre tous les vents contraires. "L'oiseau chante même si la branche craque" dit Alvaro Cunqueiro, "parce qu'il connaît la force de ses ailes".

Le triomphe des principes démocratiques en Europe de l'Est, le démembrement de l'empire soviétique et les accords de réduction de l'armement nucléaire ont ouvert de vastes

¹ De la guerre, vol. I, ch.1, p. 67.

perspectives de paix au début de cette décennie. Les pays libres, qui depuis si longtemps se préparaient à la guerre, ont été surpris par la tournure prise par les événements, très différente de ce qu'avaient prédit les faux prophètes - les "réalistes" ! -, qui avaient intérêt à ce que tout continue comme avant. Ces "pragmatiques" ne tenaient pas compte du génie humain et de la potentialité de changement que représentaient des personnalités telles que Mandela, Gorbatchev, Arafat, Shimon Péres, Ythzak Rabin, Frederick De Klerk ou Norodom Sihanouk. On a vu en peu de temps s'effondrer le rideau de fer, et la paix s'installer en Namibie, au Cambodge, au Mozambique et au Salvador. La démocratisation de l'Afrique du Sud et la fin de *l'apartheid*, les accords israélo-palestiniens et les négociations de paix en Irlande du Nord ont marqué aussi des temps d'espoir au cours des dernières années.

Mais si les nouvelles alliances politiques et économiques diminuent la probabilité d'éclatement d'un conflit à échelle mondiale, on voit prospérer en revanche, en cette époque d'après-guerre froide, les luttes **internes aux nations**, qui peuvent se transformer en guerres entre nations. Les menaces pesant sur la sécurité proviennent maintenant en majorité de la pauvreté, de la distribution asymétrique des ressources, de l'ignorance dogmatique, de l'émigration massive et des injustices sociales qui génèrent des réactions de refus. Ce virage - formidable en tous points - semble avoir pris par surprise des dirigeants attentifs à d'autres sons de cloches, peu désireux de prendre des décisions radicales, et incapables de voir plus loin que les prochaines élections, ainsi que des pays pour lesquels les mécanismes de prévision relevaient quasiment de l'amusement académique, et où le thème des générations futures était tenu pour aussi sentimental que fastidieux. C'est pourquoi le monde est doté aujourd'hui d'une répartition budgétaire, de systèmes financiers, d'un appareil productif, d'une organisation sociale et d'une structure de défense adaptés aux menaces du passé et peu faits pour affronter les problèmes de l'avenir. On continue à investir des sommes énormes dans l'armement et la recherche militaire - 800.000 millions de dollars l'année passée - mais on manque de ressources pour remplir les engagements internationaux (0,7 % du PIB consacrés au développement endogène des pays les moins avancés, les accords de la Conférence de Rio de Janeiro sur l'environnement et le développement, ceux du Sommet mondial pour le développement social de Copenhague, etc.), ou pour éradiquer des motifs de honte collective, comme le problème des enfants de la rue, qui pourrait être réglé si on lui consacrait seulement 0,22 % du PIB.

L'inertie et le manque de créativité qui ont dominé la scène politique au cours des dernières années mettent en lumière le caractère de plus en plus anachronique de la culture de violence et d'oppression dans laquelle nous vivons encore, et la nécessité de forger une nouvelle culture fondée sur le dialogue et la tolérance, une culture de paix. C'est la même inertie qui empêche la communauté internationale d'élaborer les dispositifs de sécurité qui lui permettraient de remplacer la raison de la force par la force de la raison.

Il faut un meilleur partage, au nom de la sécurité et de la stabilité à l'échelle nationale et planétaire, si ce n'est au nom de la solidarité et des principes éthiques. Il faut donner - et offrir - davantage. Et pas seulement sous forme de prêts. Le prix de la paix, qui est celui de la vie, il faut le payer par une meilleure répartition de tous les types de ressources. Ou nous opérons une meilleure répartition... ou nous devons supporter le poids de l'émigration, de la radicalisation de la violence extrémiste. Nous devons apprendre à nous écouter moins et à écouter davantage le reste du monde. Il est encore temps.

Le sentiment de marginalisation et de désespoir conduit beaucoup de gens dans le monde à penser qu'il n'existe pas d'autre issue que la force. Il faut par conséquent tenir compte non seulement des symptômes mais aussi des causes du problème, et nous trouverons alors les

origines du conflit dans l'insécurité et le manque de stabilité à l'échelon local ou mondial : l'exclusion, la misère, la radicalisation et la violence forment un cercle vicieux qu'il faut rompre avec lucidité et solidarité. Et, surtout, avec l'éducation.

Mesdames et Messieurs,

L'éducation est la faculté de s'interroger, de faire des recherches, de mettre en question. L'ignorance est certitude invariable. C'est de cette ignorance que profitent les théologiens radicaux et les dictateurs messianiques qui invoquent les sentiments nationalistes ou religieux à l'appui de leur discours afin de consolider leur pouvoir. L'intégrisme théocratique ou le nationalisme idéologique finissent par incarner, face au pouvoir, un nouvel ordre dogmatique et autoritaire, qui encourage à la violence contre tout ce qui est "étranger".

Tant que nous continuerons à tolérer l'intolérable - que ce soit le génocide rapide au Rwanda, en Bosnie ou au Libéria ou, surtout, le génocide lent et non télévisé de millions d'enfants qui n'ont pas accès à l'eau potable, à un minimum d'éducation et qui n'auront jamais l'opportunité de sortir de la misère - nous continuerons à alimenter le bouillon de culture où germent le radicalisme, l'intolérance, le fanatisme idéologique ou religieux et le terrorisme. Comment forger la paix chaque jour ? Comment créer une conscience mondiale qui interdise d'accepter l'inacceptable ? Comment "élever les défenses de la paix dans l'esprit des hommes", comme le proclame l'Acte constitutif de l'UNESCO. Telle est exclusivement la grande mission de l'Organisation intellectuelle du système des Nations Unies. Une seule mission qui s'exprime dans plusieurs domaines d'activité : l'éducation, la science, la culture et la communication.

Si nous avons été capables d'arriver jusqu'à la lune et de construire des centrales nucléaires, des ordinateurs et des réseaux de fibre optique, mais que nous assistons impuissants au spectacle de la dégradation et de la mort quotidiennes de milliers d'êtres humains, c'est parce que nos valeurs et nos objectifs entraînent jusqu'à maintenant dans une hiérarchie erronée. Notre société a été conditionnée par la prédominance de la culture de guerre. Maintenant que la guerre froide a pris fin et que l'élan vers la démocratie constitue une garantie supplémentaire de paix dans le domaine international, nous constatons que nous ne sommes pas préparés à affronter les dangers que j'ai énumérés précédemment et qui menacent l'avenir de la civilisation.

Nous avons investi d'énormes sommes dans des systèmes d'espionnage, des satellites militaires et des réseaux de subversion. Nous rencontrons maintenant d'énormes difficultés pour reconvertir ces dispositifs à des fins pacifiques. On peut en dire autant de nos priorités intellectuelles, au plus haut point conditionnées par la confrontation entre le capitalisme et le communisme, qui a dominé pendant quarante ans le débat international. Mais le monde qui rendait possible - qui parfois exigeait - cette structure s'est effondré, et pas seulement d'un côté. Les défis du nouveau millénaire exigent une réorganisation éthique, sociale, économique et politique, permettant de trouver des solutions inédites.

Pour intervenir et mettre en oeuvre les solutions disponibles, il faut agir à temps. Je ne me lasse pas de le répéter. André Gide affirmait que tout a déjà été dit, mais comme personne n'écoute, il faut toujours le redire. Nous avons les diagnostics ; les tables de travail croulent sous les rapports... mais il nous manque souvent la capacité de vision et le courage nécessaires pour appliquer à temps les traitements, alors que tous les moyens humains et techniques sont à notre portée. Les objectifs à long terme qui entraînent les transformations en profondeur ont

été remplacés par les sondages d'opinion et les stratégies à court terme. Seule une politique basée sur les principes éthiques fondamentaux pourra voir loin et haut et éclairer de nouvelles voies, que des solutions purement tactiques et techniques ne pourront jamais illuminer.

Construire une paix juste et durable est le sens profond de la promesse faite il y a déjà plus d'un demi-siècle par les fondateurs des Nations Unies et de l'UNESCO aux générations futures. Nous sommes "résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre", dit la Charte des Nations Unies. Et l'Acte constitutif de l'UNESCO affirme explicitement que cette paix doit être basée sur "la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité". Il faut passer tous ensemble un grand contrat moral avec la jeunesse et avec les générations futures. Un contrat impliquant une meilleure répartition de la richesse et du savoir, une nouvelle conception de la vie active, une action au niveau mondial pour inclure les exclus et atteindre ceux qui sont encore hors de portée. Un contrat international d'éthique bancaire, pour éviter le vagabondage des flux de capital et le blanchiment de l'argent ; un contrat moral garantissant que nous remplirons nos promesses concernant l'aide au développement endogène des pays les moins avancés.

Mesdames et Messieurs,

Outre leur coût élevé en vies humaines et en ressources matérielles, les guerres modernes comportent une cruelle ironie : elles se terminent généralement sur un "match nul", par épuisement des combattants, car aucun des adversaires ne réussit à imposer une solution militaire. De sorte qu'on revient en général à la négociation politique - comme cela s'est produit récemment en Bosnie et auparavant au Mozambique et à El Salvador, et comme cela ne manquera pas de se produire en Yougoslavie - après avoir consenti un énorme sacrifice humain et matériel. A la table des négociations, on finit toujours par accepter des particularités culturelles qui ne semblaient pas des solutions possibles au départ. Aujourd'hui, nous regrettons les explosions de violence et nous arrivons trop tard avec les forces de pacification parce que nous n'avons pas su prévenir, anticiper et forger la paix à temps. Le rôle de l'ONU, exposé dans **l'Agenda pour la paix** de 1992, a été un premier pas important sur la voie de la création de mécanismes préventifs. Mais pour obtenir une paix juste et durable, qui puisse garantir la sécurité de toutes les nations, il faut aller au fond du problème et passer du contrôle et de la pacification à la prévention de la confrontation armée et à la construction de la paix.

Tout en investissant dans l'éducation et le développement intégral, il faut, entre autres mesures, renforcer les pactes régionaux qui permettront aux états signataires de se donner des garanties mutuelles de sécurité ; créer des institutions de défense supranationales ; décider des actions rapides, toujours dans le cadre de l'ONU, dans les cas de violation flagrante des droits de l'homme ou d'absence de gouvernabilité. Il faut en outre encourager le dialogue avec les autorités religieuses, concevoir de nouvelles modalités de démobilisation des troupes et de reconversion à usage civil des dispositifs militaires ; faire en sorte que les forces armées participent à la construction de la paix, en contribuant notamment à l'amélioration de la qualité de la vie en milieu rural ; réduire l'impact sur l'environnement des politiques de développement, et surtout, établir des systèmes de détection des conflits à venir, afin de les prévenir en proposant des solutions viables.

La prévention, et les actions d'interposition dans les cas de désintégration complète de l'ordre intérieur, sont deux aspects fondamentaux des dispositifs d'anticipation et de prévention. J'ai déjà dit que des quantités d'études, d'analyses et de rapports sur les problèmes

actuels ont été réalisés, mais la plupart du temps, ils sont classés presque aussitôt et n'ont pas la moindre incidence au niveau exécutif, parlementaire, ou sur l'opinion publique. C'est pourquoi il faut changer d'approche. Une nouvelle "éthique du temps", basée sur la détection immédiate et l'action ultrarapide est à mon avis primordiale pour que l'action soit efficace. Tout clinicien sait bien qu'il faut prendre le risque d'ordonner des traitements sur la base de diagnostics corrects, sans attendre qu'ils soient parfaits. J'aime à répéter que seule l'autopsie permet de faire un diagnostic parfait, mais il est alors trop tard. Il en est de même dans le cas de l'environnement et du tissu social.

L'irréversibilité potentielle de tout processus devra nous inciter à développer une capacité de prévention et d'action rapide, même si elle est parfois impopulaire, quand un traitement est encore possible. Savoir pour prévoir ; prévoir pour prévenir et éviter. La prévention, quand elle réussit, passe presque toujours inaperçue. La paix, la santé et la normalité "ne se voient pas", elles sont comme l'air que nous respirons ; nous ne pensons à elles que lorsqu'elles nous font défaut. D'où la nécessité d'une "stratégie des intangibles", qui mette en lumière les succès obtenus dans la prévention des conflits et des maladies, dans l'amélioration de la qualité de la vie. Une nouvelle approche, qui nous aidera à prendre conscience du caractère merveilleux des avantages dont nous disposons et que nous n'apprécions pas, parce qu'ils n'ont pas été au préalable l'objet de nos rêves, la cible de nos envies : les vaccins, l'eau courante, l'électricité, le gaz, les appareils électroménagers, les télécommunications, etc.

Mesdames et Messieurs,

Tout au long de l'histoire, la sécurité a toujours reposé sur le renforcement des structures militaires, de façon à se sentir protégés, dans la peur de l'inconnu situé au-delà des frontières nationales. En ce nouveau millénaire, il faut qu'une nouvelle habitude s'installe. En raison de la croissante interdépendance que connaît le "village planétaire", il nous faut développer la connaissance des autres, pour générer des attitudes de tolérance et de compréhension qui sont la condition *sine qua non* de la résolution pacifique des inévitables conflits.

Quand on parle de "nouvel ordre", je dis toujours qu'il existe déjà. Dans le cadre de la nation, il doit être basé sur la démocratie réelle et effective pour tous les citoyens, et à l'échelon international, sur la mise en oeuvre, dans son intégrité, de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Nous pensons parfois que la meilleure façon de protéger notre patrimoine est le repli et l'isolement, mais en fait, nous n'obtiendrons la sécurité que grâce à l'ouverture, à l'apprentissage mutuel. Cette nouvelle approche doit conduire chaque peuple, chaque pays à se préoccuper non seulement de lui-même, mais à prendre également en compte les conditions nécessaires à la stabilité de son voisin, ses besoins de développement endogène et durable, qui sont la meilleure garantie de la sécurité collective.

Dans les premiers vers de ses **Proverbes et chansons**, Antonio Machado nous rappelle que "l'oeil que tu vois n'est pas/oeil parce que tu le vois ;/il est oeil parce qu'il te voit". Il y a là toute une leçon d'éthique : notre prochain est une personne de plein droit, et non parce que nous le percevons ainsi ; sa dignité provient de sa condition humaine et ne dépend pas de notre critère subjectif, ni dans son être, ni dans sa valeur. Par conséquent, c'est un crime de lèse-humanité de le traiter comme un objet, de le dépersonnaliser et de le chosifier, quand chaque homme et chaque femme sont un "sujet" par excellence.

Nous avons l'obligation éthique de forger les conditions qui rendront possible l'épanouissement de la créativité et de la dignité humaine. En partageant les savoirs et la richesse ; en facilitant l'accès de tous à l'éducation et à la culture ; en luttant - par la parole et par l'exemple - contre les déséquilibres et les asymétries, le pessimisme et l'inertie qui enrayent la paix, la démocratie et le véritable développement. Tels sont les défis fondamentaux du siècle qui s'annonce, sous le signe de la démocratie et de la complexité technologique.

Si nous ne réussissons pas, en faisant preuve de prévoyance et de ténacité, à relever les défis que nous lance cette ère nouvelle, notre échec pourrait avoir des conséquences incalculables pour l'avenir, qui est aujourd'hui plus que jamais "**à faire**". Mon prédécesseur dans la fonction de Directeur général de l'UNESCO, le poète et homme d'état mexicain Jaime Torres Bodet a dit un jour : "Seule une paix consciente des dangers pourra être en même temps une paix sûre". Construisons donc cette paix consciente.

Merci beaucoup.